

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

Le Puy-en-Velay, le 12/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYMPTTOM VELAY PILAT (ex SICTOM)**

Bâtiment La Tour d'Etoile  
26 rue des Moletons  
43120 Monistrol-sur-Loire

Références : UiD4243-DESS-024-0079  
Code AIOT : 0016500127

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement SYMPTTOM VELAY PILAT (ex SICTOM) implanté Combau 43240 Saint-Just-Malmont. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été organisée  
suite au dépôt d'une déclaration de changement d'exploitant ;  
suite au dépôt de deux porter-à-connaissance, l'un sur une modification du quai de transfert des ordures ménagère, l'autre concernant l'activité de broyage des déchets verts ;  
dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle du l'ISDND.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYMPTTOM VELAY PILAT (ex SICTOM)
- Combau 43240 Saint-Just-Malmont
- Code AIOT : 0016500127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SICTOM Velay Pilat exploitait une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), qui comprend également une aire de tri, transit et broyage de déchets non dangereux de bois, et une plateforme de compostage de déchets verts. L'ISDND, qui a été autorisée le 8 décembre 1982, est réglementée par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012, modifié par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019. Ce dernier arrêté prévoit que le SICTOM puisse accueillir une quantité maximale de déchets de 3 120 t/an dans le casier n°4 rehaussé jusqu'au 31 août 2024, date à laquelle l'ISDND cessera son activité. Il est à noter que depuis le 1er février 2019 l'installation reçoit les ordures ménagères uniquement en transit, ces dernières étant ensuite dirigées vers un autre exutoire.

Un changement d'exploitant a été indiqué à l'inspection. Le SYMPTTOM, a repris la compétence de l'installation de stockage de déchets non dangereux et du quai de transfert.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets verts et bois,
- Régularisation administrative,
- Gestion des effluents.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L181-15-1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 18/06/2012, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 18/06/2012, article 4.2.2, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déclaration de changement d'exploitant concerne uniquement l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux et les quais de transfert d'ordure ménagère. La plateforme de regroupement/transit et broyage de déchets verts et déchets bois reste exploitée par le SICTOM.

Aussi, une simple demande de changement d'exploitant n'est pas suffisante, car elle considère qu'un seul exploitant est responsable du périmètre ICPE sur lequel se trouvent les installations. Il convient dans ce cas d'effectuer une demande de transfert partiel d'autorisation qui ne peut s'effectuer que sous certaines conditions.

Une autre possibilité existe, l'un des deux exploitants peut se porter responsable pour l'ensemble des activités du périmètre ICPE actuel.

Afin de compléter le porter-à-connaissance concernant le broyage des déchets verts. Le calcul de la quantité broyée quotidiennement doit être révisé en tenant compte des jours effectifs de broyage et non de du nombre de jours ouvrés dans l'année. Suite aux nouveaux résultats, l'exploitant doit conclure au régime auquel cette activité est soumise au regard de la rubrique 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant doit également ré-évaluer les quantités maximales de déchets bois stockés sur la plateforme et se positionner quant au régime auquel est soumis son installation.

À la suite des différents travaux réalisés sur le site, l'exploitant doit maîtriser la gestion des effluents. Pour cela, il doit être en mesure de schématiser les plans des réseaux d'évacuation sur l'ensemble du site, de situer les dispositifs de traitement, les points de prélèvement pour les campagnes

d'analyses et distinguer les différents types d'effluents comme le prévoit la réglementation afin d'assurer l'absence de dilution de ces derniers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/12/2020, article L181-15-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Transfert partiel d'une autorisation environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'un ou plusieurs tiers souhaitent, avec l'accord du ou des titulaires d'une autorisation environnementale, bénéficier d'un transfert partiel de celle-ci, ils en font la demande auprès de l'autorité administrative compétente. Lorsque celle-ci estime que la modification n'est pas substantielle, que le transfert partiel peut s'effectuer sans porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 181-4, que les conditions prévues aux articles L. 181-26 et L. 181-27 sont, le cas échéant, réunies et qu'il est possible d'identifier les mesures relevant de chacun, notamment pour assurer l'application de l'article L. 181-12, elle délivre à chaque demandeur et au titulaire initial une autorisation environnementale distincte.
<b>Constats :</b> Le site de l'ISDND de SAINT-JUST-MALMONT accueille actuellement deux activités relevant de deux exploitants distincts. Il apparaît donc nécessaire de régulariser la situation administrative du site, en désignant un seul et même exploitant ou en établissant un transfert partiel d'autorisation du SICTOM vers le SYMPTTOM. Les ICPE présentes sur ce site sont réparties de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'ISDND de Saint-Just-Malmont (AIOT 001650027), à l'origine gérée par le SICTOM VELAY PILAT (arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2012), est aujourd'hui exploitée par le SYMPTTOM depuis l'adhésion du SICTOM. Le SYMPTTOM gère également le nouveau quai de transfert des ordures ménagères, qui a fait l'objet d'un porter-à-connaissance déposé le 1er décembre 2022;</li><li>- La plateforme de regroupement/transit et de broyage de déchets verts et de bois issus de la collecte reste sous la compétence du SICTOM VELAY PILAT. A ce titre, un porter-à-connaissance a été déposé en mars 2023, et est en cours d'instruction au regard des éléments constatés lors de l'inspection.</li></ul> La plateforme exploitée par le SICTOM fait aujourd'hui partie intégrante du site de l'ISDND gérée par le SYMPTTOM : absence de clôture séparative, absence de réseaux de collecte des effluents liquides distincts de ceux de l'ISDND (risque de dilution des eaux résiduaires), absence de convention entre SICTOM et SYMPTTOM définissant les responsabilités de chacun (par exemple en cas de pollution accidentelle), gestion non séparative des eaux d'extinction en cas d'incendie.  Une déclaration de changement d'exploitant a été transmise à l'inspection par courrier du 08/01/24, afin d'officialiser le SYMPTTOM en tant qu'exploitant du site. Cependant, ce courrier laisse à penser que le SYMPTTOM a repris l'ensemble des compétences du SICTOM, y compris la plateforme de transit / broyage de bois et de déchets verts, ce qui ne semble pas être le cas au vu des constats effectués lors de la visite du 24/01/24. De plus, la demande faite par l'exploitant ne comprend pas d'informations précises sur les capacités techniques et financières, ainsi que la constitution des garanties financières du SYMPTTOM. De ce fait, un courrier a été transmis par la DREAL afin de demander des compléments.

**Deux possibilités existent afin de régulariser la situation administrative du site :**

- **déposer une demande de transfert partiel d'autorisation** auprès de l'inspection selon les modalités définies à l'article L. 181-15-1 du code de l'environnement : « Lorsqu'un ou plusieurs tiers souhaitent, avec l'accord du ou des titulaires d'une autorisation environnementale, bénéficier d'un transfert partiel de celle-ci, ils en font la demande auprès de l'autorité administrative compétente. Lorsque celle-ci estime que la modification n'est pas substantielle, que le transfert partiel peut s'effectuer sans porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 181-4, que les conditions prévues aux articles L. 181-26 et L. 181-27 sont, le cas échéant, réunies et qu'il est possible d'identifier les mesures relevant de chacun, notamment pour assurer l'application de l'article L. 181-12, elle délivre à chaque demandeur et au titulaire initial une autorisation environnementale distincte ».

Ce transfert partiel d'autorisation ne pourra s'effectuer que sous certaines conditions : s'assurer du respect des prescriptions applicables aux installations exploitées, et dans le cas contraire, mettre en œuvre les moyens techniques et financiers afin d'y parvenir.

Il conviendra alors de réaliser deux arrêtés préfectoraux distincts pour chacun des deux exploitants.

- **déposer un dossier de régularisation afin d'identifier un seul exploitant (SYMPTTOM)** pour l'ensemble des activités exercées sur ce périmètre ICPE.

Dans ce cas, comme évoqué lors de la visite d'inspection du 24/01/24, le SYMPTTOM serait reconnu comme l'exploitant en termes de responsabilités et l'interlocuteur unique de l'inspection des installations classées. Une convention ou délégation explicitant les responsabilités de chacune des deux entités (SYMPTTOM et le SICTOM VELAY PILAT) peut être établie pour définir votre propre répartition mais elle n'est pas validée ni opposable à l'inspection des installations classées.

Ici, un arrêté préfectoral complémentaire sera rédigé afin d'actualiser les conditions d'exploitation du site (changement d'exploitant, nouveau quai de transfert, cessation d'activité du site à venir, actualisation des rubriques ICPE compostage/broyage) au nom du SYMPTTOM.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est donc demandé à l'exploitant du SYMPTTOM, au même titre qu'à l'exploitant du SICTOM, de choisir la solution administrative de leur choix et de le faire connaître à l'inspection très rapidement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Nature des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/06/2012, article 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, compostage - regroupement/transit/broyage

**Prescription contrôlée :**

Les installations autorisées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Désignation	Rubrique	Quantités	Régime
Installation de stockage de déchets non dangereux	2760-2	15 000 tonnes par an ou 65 tonnes par jour	A Sans seuil mini
Installation de compostage de déchets verts	2780-1-b	Quantité de matières traitées : 8 t/j	D Seuil maxi : 30 t/j.
Installation de transit ou tri des déchets non dangereux de bois	2714-2	Volume susceptible d'être présent dans l'installation : 950 m <sup>3</sup>	D Seuil maxi : 1000 m <sup>3</sup>
Installation de traitement de déchets non dangereux par broyage	2791-1	Quantité de déchets traités : 19 t/j	A Seuil mini : 10 t/j

A : Autorisation - D : Déclaration

**Constats :**

**Un porter-à-connaissance a été déposé en mars 2023 concernant la modification des rubriques autorisées dans l'arrêté préfectoral du 18 juin 2012.**

En effet, l'activité de compostage n'a jamais été mise en pratique sur le site et en revanche une activité de regroupement/transit et broyage de déchet verts correspond à la rubrique 2794 n'est pas mentionnée dans l'arrêté d'autorisation.

La visite d'inspection a permis de constater la présence du regroupement de déchets verts sur une plateforme partagée avec un regroupement de déchets bois venant des déchetteries gérées par le SICTOM.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**D'une part, l'installation de regroupement/broyage des déchets verts doit faire l'objet d'apport de compléments au regard de sa régularisation administrative :**

**- Mise à jour du calcul de la quantité de déchets verts broyés par jour** (tonnage de déchets broyés par jour de broyage effectif).

**Pour la rubrique 2794, conformément à la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets, le critère de classement fait référence à la quantité de matière brute traité. Le critère doit être apprécié en capacité maximale journalière de broyage.**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le calcul du critère de classement ICPE (t/j) dans le porter-à-connaissance. Ce dernier se base sur le nombre de jours ouvrés.

L'inspection a indiqué que le calcul devait considérer la quantité de déchet verts broyés par jour de broyage effectif. Aussi, l'exploitant a convenu que dans ce cas, l'installation est soumise au régime de l'Enregistrement et non de la Déclaration comme indiqué dans le porter-à-connaissance. En aval de la visite, l'exploitant transmet les tonnages ainsi que les dates des campagnes de broyage.

**En 2022, le tonnage moyen broyé par jour est de 158 t pour un maximum de 243 t/j.**

**L'exploitant, complétera son porter-à-connaissance en indiquant l'organisation retenue pour les campagnes de broyage (nombre, durée en jour) et le tonnage maximal broyé/jour.**

- **Explication, justification de la gestion des effluents et actions correctives envisagées.** Le constat n°3 reprend plus en détail cette prescription.

**D'autre part, l'installation de regroupement/broyage de bois :**

L'exploitant doit également ré-évaluer le volume associé aux déchets présents sur le site. Il s'agit d'un volume évalué au regard des capacités d'entreposage maximales des installations. En effet, le volume indiqué dans l'arrêté préfectoral est de 950 m3 semble être dépassé au vu des justificatifs de tonnage de déchet bois broyés (1561T max en 2023).

Au regard de cette ré-évaluation, l'exploitant se positionnera quant au régime auquel est soumis son installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Gestion des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/06/2012, article 4.2.2, 4.3.1, 4.3.2 et 4.3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux, distinction des effluents, dilution

**Prescription contrôlée :**

4.2.2 Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. [...]

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation [...]
- Les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

4.3.1 L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1	N° 2	N°3
Nature des effluents	Eaux de ruissellement extérieures	Eaux de ruissellement intérieures	Lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux, de l'installation de compostage de déchets verts et eaux de lavage des bennes de collecte des déchets non dangereux
Exutoire du rejet	Fossés	Fossés	Canalisations en PEHD
Traitement avant rejet	Néant	Bassin de décantation de 1 000 m <sup>3</sup>	Bassin de rétention de 580 m <sup>3</sup> et citerne
Milieu récepteur	Ruisseau de La Gampille	Ruisseau de La Gampille	Station d'épuration urbaine de la commune de Saint Just Malmont à Roche-Moulin

4.3.2 [...] La dilution des effluents est interdite. [...]

4.3.5 Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités [...] vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

**Constats :**

Les effluents issus de la percolation des eaux pluviales traversant les déchets verts se chargent des éventuels polluants présents dans ceux-ci et doivent être considérés comme des rejets résiduels industriels faisant l'objet d'un suivi analytique. A minima, les prélèvements pour analyse doivent être effectués en amont d'une quelconque dilution avec d'autres effluents.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant explique qu'il assimile les jus issus de la percolation des eaux pluviales au travers des déchets aux eaux pluviales de voiries. Ces effluents sont traités de la même manière, ils sont d'abord canalisés puis conduit avec les autres eaux pluviales de voiries de l'ensemble du site dans un bassin de rétention pour être enfin évacué vers le milieu naturel.

L'inspection signale la distinction entre ces deux types d'effluents et l'interdiction de dilution entre eux.

Par ailleurs, dans un premier temps, l'exploitant indique lors de la visite du site, l'absence de séparateur d'hydrocarbures sur la plateforme puis, dans le bureau du SYMPTOM, un plan est présenté où figure ce dispositif de pré-traitement.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendra de mettre à jour et synthétiser le plan des réseaux de canalisation des effluents pour l'ensemble du site en indiquant notamment :

les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, dispositifs de pré-traitement, les points de prélèvement, les milieux récepteurs.

Ceci, afin de maîtriser la gestion des effluents canalisés sur le site.

Aussi, au regard de l'interdiction de dilution de différents types d'effluents, l'exploitant proposera une action corrective le cas échéant.

Par ailleurs, il mettra à jour le programme de suivi des mesures sur les effluents, considérant les jus issus de la percolation des eaux pluviales au travers des déchets verts comme des eaux résiduelles industrielles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois